

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 76 – OCTOBRE 2010

SOMMAIRE :

P.2

Editorial « Le monde attend... »

Raymond Douyère

P.3

« Etat des menaces »

Alain Bauer, Professeur de criminologie au CNAM, Président du Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique

P.7

« L'armée de l'Air : rôle, transformation, enjeux et perspectives »

Général d'armée aérienne Jean-Paul Palomeros, Chef d'Etat Major de l'Armée de l'Air

P.11

« Le livre blanc, 2 ans après sa parution : où en est l'armée française ? »

Louis Gautier, Conseiller Maître à la Cour des Comptes

P.14

« La Libye de Kadhafi : 40 ans de révolution »

SE M. François Gouyette, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Libye

PARCOURS

Nicole Chaix, Maître de Conférences de l'Université Panthéon-Assas, Vice-président du Conseil Scientifique du CSFRS, Vice-présidente de Géostratégies 2000 a été faite Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur le 29 juin 2010.

AGENDA

- **Vendredi 3 décembre 2010 - Sénat**
Didier Migaud, Premier président de la Cour des Comptes

« LE MONDE ATTEND... » Par Raymond Douyère

La cote de popularité du chef de l'Etat français ne cesse de se détériorer : problème de la réforme des retraites, expulsion des Roms faisant condamner la France par l'Europe entière, confirmation non-assumée de la rigueur avec une augmentation des impôts et des taxes. Bref un climat politique et social qui devient délétère et bien en phase avec la morosité et l'inquiétude des français.

Nous pourrions nous consoler en pensant qu'il s'agit simplement d'une mauvaise passe purement franco-française, s'il ne se trouvait pas des situations similaires un peu partout en Europe et dans le monde.

En Italie, en Allemagne, en Angleterre, les responsables en place doivent tous affronter une opposition grandissante à la politique suivie. Les majorités élues seraient toutes battues si les élections générales devaient intervenir dans les semaines à venir... C'est du moins ce que disent les sondages dans ces différents pays ! Le président américain lui-même, si louangé il y a quelques mois, serait en difficulté lors des élections à mi-mandat de novembre prochain...

Je pense qu'il s'agit en France, comme ailleurs, en dehors de l'aspect ponctuel de telle ou telle réforme, d'une angoisse grandissante des populations vis-à-vis de l'avenir.

Après l'échec du communisme, la mondialisation tant vantée fait peur au citoyen lambda. Outre que les bienfaits générés par celle-ci ne sont pas toujours au rendez-vous, c'est plus encore le sentiment d'incertitude qui prévaut : peur de la crise économique qui perdure même si, ici ou là, quelques signes annoncent une sortie plus ou moins lointaine de crise. Peur de l'inconnu que représentent ces formidables migrations de populations partant des pays pauvres vis-à-vis des pays plus développés. Peur des guerres sans issue au moyen orient ou en Afghanistan. Peur de l'insécurité que représentent le fanatisme religieux et les attentats qu'il engendre. Peur des dérèglements climatiques et du changement dans notre mode de développement économique que sous-entendent ces modifications. L'utopie qui prévalait il y a quelques décennies d'un possible monde meilleur pour nos enfants a disparu. Or c'est ce sentiment diffus de progression constante de l'humanité qui engendre la confiance et permet partout un débat démocratique, assure la paix et offre les solutions pour y parvenir.

Oui nous avons de nouveau besoin d'une utopie universelle où la légitime quête du bonheur personnel ou de l'intérêt individuel dépasserait enfin la propension du chacun pour soi et se réaliserait progressivement dans le bonheur collectif et l'intérêt social !

Quel homme ou femme, quel parti, quelle doctrine, quelle institution, pour incarner cette utopie ? Le monde attend...

« ETAT DES MENACES »

Avec Alain Bauer, Professeur de criminologie au CNAM,
Président du Conseil Supérieur de la Formation et de la
Recherche Stratégique

Le lundi 15 mars, dans les salons du Sénat, et à l'invitation de Géostratégies 2000, Alain Bauer, Professeur de criminologie, est venu faire le point sur l'état des menaces, à l'échelle de la planète, en ce début de XXIème siècle. Alain Bauer, qui préside depuis décembre 2009 le Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique, a démontré que le terrorisme et le crime organisé traversaient une mutation profonde, se mondialisaient et nous laissaient sans repères fiables. Il a insisté sur la nécessité d'adapter et de moderniser nos méthodes, pour tenter de prévenir ces nouveaux dangers, ou du moins d'y survivre.

Rarement traité par les médias, particulièrement mal par la sphère économique et un peu mieux par le monde politique, ce sujet brille par sa complexité et doit être traité avec méthodologie, avertit d'emblée Alain Bauer. Le criminologue n'est ni un policier, ni un juge, il est là pour comprendre les criminels et établir avec eux une sorte de relation incestueuse. Sommes-nous davantage confrontés à des menaces internes ou externes ? Depuis vingt ans, avec la chute du Mur de Berlin, le concept de frontière, de territoire a disparu. Notre vision de la réalité a changé. Nous aimerions que le crime, la menace terroriste correspondent à notre mode de compréhension, nous ne parvenons pas à nous adapter. Aujourd'hui, le crime fonctionne comme une entreprise, selon les règles de l'économie de marché, à savoir intégration horizontale et verticale, investissement et réinvestissement, nouveaux marchés. Excepté peut-être pour le code de concurrence, ironise Alain Bauer. Actuellement, les Nations-Unies estiment que le crime réalise un chiffre d'affaires de 1500 milliards de dollars et détient 25% des réserves mondiales d'argent dans le système bancaire officiel (notamment en Asie et dans le Golfe Arabique). Le magazine américain Fortune classe les barons de la cocaïne parmi les plus grosses fortunes au monde.

UN CONTEXTE DEROUTANT

Même si nous développons une capacité à l'amnésie collective dans ce genre d'affaires, nous ne pouvons ignorer que ce secteur est stable dans ses logiques et ses cohérences, en dépit de quelques changements. Pendant longtemps, la spécialisation (machines à sous, prostitutions...) a dominé. Désormais, l'hybridation « crime-terrorisme » progresse et il y a en plus une diversification vers les stupéfiants. Quant aux méthodes, il y avait l'impôt révolutionnaire (Irlande, Pays Basque...), exigé par des gangs terroristes, des minorités nationales qui font la guerre pour obtenir leur autonomie ou leur indépendance. Les FARC en Colombie ne sont rien d'autre qu'une organisation criminelle cachée derrière un objectif révolutionnaire. Le « gentil » commandant Massoud en Afghanistan était aussi un vrai trafiquant de stupéfiants. Toutefois, souligne Alain Bauer, on assiste depuis peu à une certaine radicalisation. Les opérations terroristes en Occident sont le fait de libérateurs extérieurs, formés à l'étranger et qui lancent des opérations sur un territoire qu'ils connaissent. Ils possèdent une culture européenne ou américaine, ont reçu une éducation correcte, appartiennent à la classe moyenne. Depuis trois ans, la France abrite en moyenne un millier d'apprentis terroristes de cette sorte. Le réseau Internet leur sert d'accélérateur. Ils peuvent se préparer sans se déplacer, ni se réunir. Leur préparation dure entre 6 à 9 mois (contre 12 à 18 mois auparavant). Heureusement, précise Alain Bauer, les services de renseignement ont réussi à prendre le contrôle d'un grand nombre de systèmes informatiques. Le trafic de stupéfiants joue donc désormais un rôle important au sein du crime organisé. La dépénalisation du cannabis ne les a pas freinés. Au contraire, cela entraîne une baisse de la qualité et une hausse des prix. La cocaïne et ses dérivés, l'héroïne, sont aussi une source de gains importants. Les moyens mis en œuvre pour lutter contre ce fléau ne sont pas toujours efficaces. En

France, le solde de production reste très élevé. L'Europe toute entière est concernée, et aussi la Turquie. Là, il existe une mafia classique, comme en Italie (avec Cosa Nostra, la Camora, ...) qui obéit à des règles d'honneur. Au Japon, ce phénomène est ancestral, en Chine, il y a les Triades. En fait, les organisations mafieuses sont implantées partout. En Albanie, en Bulgarie (où on parle surtout de mafia de services), dans le Nord de l'Europe. Pour l'heure, seule la France semble y avoir échappé, se réjouit Alain Bauer. La donne change aux Etats-Unis, avec les narco-colombiens. Ils préfèrent s'implanter en Amérique du Sud, un marché de 350 millions d'habitants, peu structuré, et où ils n'ont pas à affronter le redoutable système judiciaire des Etats-Unis. Ils trouvent aussi des débouchés en Espagne et dans l'Afrique de l'Ouest. En parallèle, se développent également des trafics d'êtres humains, de clandestins, qui transitent par de nombreux pays, dont la France, avant d'atteindre la Grande-Bretagne. Les installations « offshore », qui constituent aussi un pilier clé de toutes ces organisations, profitent de l'hypocrisie générale qui les entoure, même si les grandes puissances commencent à s'y attaquer. Il ne s'agit pas d'un réseau criminel en tant que tel. Ces établissements qui sont légaux, disposent de locaux, d'un budget et de banquiers, permettent une respiration dans les pays fortement imposés. Mais, ce tuyau fiscal rend possible des branchements, et facilite les opérations de blanchiment, notamment pour le terrorisme. Il permet aussi les rétro-commissions, l'industrie de la fausse monnaie (surtout le dollar), très performante. Les planches à billets clandestines génèrent plusieurs centaines de milliards. Dans ces structures parallèles, qui sont très bien huilées, tout le monde se parle et se connaît, mais dans la discrétion. La crise leur a été plutôt salutaire. A l'occasion des plans de relance, deux milliards ont été détournés en Italie récemment. En France, cela s'est produit également. La Camora fait disparaître du blé, fabrique de faux fromages, elle s'attaque même à la gastronomie !

UNE ADAPTATION IMPÉRATIVE

Face à cette belle santé du crime organisé, les Etats ont déjà perdu la guerre. Leur adversaire a changé les règles, mais eux, n'ont pas évolué, hormis la Chine. On peut vraiment parler de crise de la pensée stratégique mondiale, se lamente Alain Bauer. On se contente de la thérapie, mais on oublie le plus important : le diagnostic. Cela est flagrant en matière de politique pénale pour les mineurs. Depuis quinze ans, il n'y a pas eu une seule réunion avec des magistrats, des juges, des policiers. Les détentions sont de plus en plus lourdes, les peines de plus en plus longues, mais cette criminalité augmente malgré tout et cela ne suscite aucun débat ... La recherche stratégique est en panne. Ceci depuis l'arrivée de la dissuasion nucléaire, et de la théorie de la sanctuarisation du territoire national. Seulement, après 1989, l'ennemi cesse d'être « rouge », on pense qu'il sera « jaune », mais on se trompe. Et, le 11 septembre 2001, le « système radar » se dérègle. Un électron libre, bizarre, créé de toutes pièces par les Occidentaux dans les années 80, pour triompher des Russes en Afghanistan, apparaît. Ce sont les Talibans. De nouveaux terroristes, totalement imprévisibles, qui ne dépendent d'aucune grande nation. Ils disent, ils écrivent ce qu'ils vont faire, mais personne ne les lit. Pourtant, ils ont fait une déclaration de guerre à l'Amérique dès 1996. L'ennemi change de nature et notre système ne marche plus. Nous essayons d'imaginer leur dispositif en fonction de nos critères, de nos peurs, mais nous faisons fausse route. Nous n'avons pas face à nous, une organisation structurée, avec un quartier général et une hiérarchie, mais une nébuleuse dans laquelle se retrouvent des hommes qui partagent les mêmes idées et mettent en commun les moyens. Nous sommes aveuglés et rejetons la réalité. Nous n'avons pas su voir l'ampleur de la menace. Imaginons-nous la veille du 11 septembre 2001, propose Alain Bauer. Quel est l'état de nos connaissances ? On sait que depuis 1928, des avions sont détournés. En 1994, il y a eu l'Airbus Alger-Paris, qui devait s'écraser près de la capitale. En 1996, la première tentative contre le World Trade Center. On a appris que des apprentis pilotes se sont introduits aux Etats-Unis, certains déclarant même qu'il leur suffit de savoir décoller. A partir de ces données, je pourrais avancer qu'il est très probable que les équipes de 1996 vont reprendre leurs actes terroristes. Et ceci sans avoir à ma disposition aucun renseignement extérieur ou source gouvernementale. On m'aurait alors pris pour un fou, déclare Alain Bauer, mais le lendemain, les réactions auraient changé, on m'aurait reproché de ne pas avoir assez averti les autorités. Tout ceci prouve la réelle importance du travail d'analyse, tiré d'hypothèses basées sur des faits. Le renseignement français manque de crédit et de budget. Il ne peut se dévoyer dans le « fétichisme technologique ». C'est une chance, le renseignement humain est nettement plus performant. Nous

avons conservé notre capacité de pays colonial, nous maîtrisons l'infiltration. Après la tentative de détournement du vol Amsterdam-Détroit, on a décidé d'installer des scanners corporels, pour tenter de voir d'éventuels explosifs. Or, ce sont des gesticulations inutiles. Cette posture réactive à l'actualité, dictée par le « fétichisme technologique », n'a aucun lien avec la réalité. S'il n'y a pas de détecteur, cela ne sert à rien, déplore Alain Bauer. Les criminologues doivent absolument sortir de la crise de la pensée stratégique, de l'interdit, élargir le champ du dialogue. Nous avons un maître, Sherlock Holmes, qui a tenu ces propos : « Une fois l'impossible supprimé, ce qui reste, même l'in vraisemblable, doit être vérifié ». Or, pour nous, ce qui était invraisemblable, nous semblait impossible. Et c'est pourquoi nous avons zappé un certain nombre de dossiers. Comme par exemple, le milliard que l'Iran doit toujours à Eurodif. Je mise beaucoup d'espoirs sur les Assises de la Recherche Stratégique, qui se tiendront fin juin, conclut Alain Bauer. Ce sera un espace libre d'expression et de dialogue. Il faut mettre un coup d'arrêt à cette crise, qui n'est ni française, ni européenne, mais mondiale. Nous devons miser sur de nouveaux outils souples et de décèlement précoce, et les partager.

Suite à cet exposé particulièrement bien documenté, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a lancé le débat qui a donné lieu à des échanges très enrichissants.

Colonel Jean-Luc Lefebvre (Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire) : Puisque le crime est mondialisé, comment la communauté internationale doit-elle s'organiser pour le combattre efficacement ?

Jean-Louis Pierrel (Responsable Relations Universitaires IBM) : Avez-vous des exemples de bonnes pratiques « importables » en France et quelles sont les pratiques les plus détestables ?

Nous avons constaté une amélioration lorsque M. Perben était garde des Sceaux. Il y a eu des efforts d'harmonisation en direction du mandat d'arrêt européen. Europol ne jouit que d'une efficacité relative, car les systèmes sont très lourds et bureaucratiques. La lutte contre le terrorisme est mieux organisée, pour des raisons d'antériorité historique. L'Europe a du lutter contre ETA, les Brigades Rouges, l'IRA, Action Directe ... Il y a donc une compréhension importante. Il y a pourtant des soucis. Avec Schengen, les contrôles sont plus difficiles. Pour y pallier, les policiers européens, lors d'une conférence à Trévie, ont décidé de coopérer directement, de court-circuiter les procédures. La création d'un code pénal européen serait une belle avancée. En quoi consiste le partage du renseignement ? Il s'agit de donner une idée de la fiabilité de ce renseignement, mais cela met en danger les sources, donc, les pays sont réticents. Pourtant, il y a une légère amélioration.

Général de Noray : Qu'en est-il des cyber-attaques ?

Il y en a plusieurs centaines de milliers par jour. Les grandes opérations criminelles portent surtout sur de la contre-information, des fausses identités. Elles visent aussi à agir sur les marchés, à faire s'effondrer des titres. Avec ces manipulations, la mafia récupère des millions de dollars de bénéfices, qu'elle place offshore.

François Chevillard (Directeur des Affaires publiques et juridiques – Innothera) : Les activités criminelles ne mettent-elles pas en cause des branches industrielles entières : le marché des médicaments, la contrefaçon ? Pourquoi la sphère économique traite-t-elle la menace avec si peu d'intérêt ?

Depuis 2001, l'entreprise est devenue une cible en soi, aux côtés de l'Etat et des institutions militaires. Cela vient de sa capacité de production, de sa présence, de son image, tout le côté virtuel. L'expérience et la valeur boursière comptent aussi. Face à cette nouvelle menace, les entreprises ont répondu de façon désordonnée. Aux Etats-Unis, les agents de sécurité sont d'anciens agents fédéraux. Il y a coopération. Deux fois par an, les cent plus grandes sociétés américaines se réunissent avec les agences fédérales, qui sont là pour les aider. La France n'est pas prête pour cette approche. Les

entreprises ne souhaitent pas encore s'adresser à l'Etat. Mais, elles contournent le problème en recrutant d'anciens policiers, non pas pour leurs compétences, mais pour leur carnet d'adresses. Ces opérations sont à la limite de la légalité. Après avoir nié le problème, les entreprises ont voulu le régler avec des consultants, des chercheurs. Mais, il n'y a pas vraiment de concept à contenu clair, l'intelligence économique reste très floue. Le processus de compréhension mutuelle entre les entreprises et l'Etat n'est pas à son niveau optimum.

Quelle est la menace la plus complexe ?

La menace est multiforme, il y en a qui se profilent et que l'on ne soupçonne pas encore, Disparu depuis 1989, le terrorisme d'Etat réapparaît. Il y a le terrorisme sunnite, qui est bien structuré, « protestant ». Et le terrorisme chiite, plus « catholique ». Le Président iranien n'a pas de réelle autorité. Ce sont les anti Khoménistes qui détiennent le pouvoir dans l'appareil d'Etat. Leur revendication porte sur la bombe chiite, face à la bombe sunnite pakistanaise, contre Israël et le Liban. Mais que feront-ils quand ils l'auront ? Nous commettons l'erreur de croire qu'ils ne la posséderont jamais. Il faut intégrer ce problème dans un cadre régional. Considérer l'Iran comme la Perse, et la région comme l'ancien Empire Ottoman. Par ailleurs, il y a une résurgence de groupes de type Action directe, Brigades Rouges un peu partout en Europe. Des micro-organisations pas très structurées, dont le but n'est pas de s'attaquer aux vies humaines, mais plutôt aux réseaux d'électricité ou Internet.

Guy-Michel Billard (IG-IGAS) : Quid du terrorisme maritime ?

La piraterie n'est pas nouvelle, mais se révèle plus difficile à traiter. On ne maîtrise plus la régulation internationale et la protection des transports maritimes, comme pendant la guerre. L'organisation des convois doit être modifiée, il faut former des policiers marins respectés.

Philippe Abelin (Corps des Attachés Economiques – Ministère de l'Economie) : S'il s'agit de lutte contre les Juifs et les Croisés, pourquoi ne pas leur enlever un argument en demandant aux Israéliens de signer et ratifier les Traités ABC, et de se retirer des territoires occupés ?

Oui, il faudrait convaincre les Israéliens, mais c'est très difficile. Car, pour eux, si Israël doit disparaître, alors ce sera la même chose pour le reste du monde arabe (Hezbollah, Hamas...). C'est la thèse fondatrice de l'Etat d'Israël. Il faudrait les faire changer de stratégie. Depuis la disparition de l'OLP, ils sont face à de nouveaux interlocuteurs, qui leur créent bien des soucis. Le Hamas et le Hezbollah sont en train de créer un Etat en parallèle. Leurs brigades deviennent une vraie armée. Ils passent à la guerre insurrectionnelle. Ils sont alimentés financièrement par l'Iran, qui devient un acteur clé. Face à ce nouveau contexte, les Israéliens ne sont pas prêts à signer le traité ABC.

Edward Bryant (Directeur Ressources Humaines PWC) : Y a-t-il un plan stratégique contre les islamistes ?

Les islamistes occupent le terrain depuis longtemps. Ils sont scindés en deux groupes de réflexion théologique. Ceux qui pensent que l'on peut tuer des musulmans, car ils vont au Paradis. Pour eux, toute négociation est impossible. Parallèlement, il y a ceux qui dénoncent ce principe et qui sont de plus en plus nombreux. Ils interdisent l'assassinat d'autres musulmans. Derrière le concept d'islamisme, il y a un pluriel réel, et non seulement politique.

Paul Drezet (Conseiller Référendaire Cour des Comptes) : Le recul des valeurs démocratiques en Europe, l'inexistence de l'ONU, la progression mondiale des inégalités ne constituent-ils pas un terreau pour les menaces ?

Y a-t-il réellement crise de la représentation démocratique en Occident et des hommes politiques ? Une chose est sûre, il devrait y avoir plus d'investissement dans la représentation politique, dans le contrôle citoyen, plus de choix entre la posture économique et la réalité. Il est de plus en plus difficile

pour le Président de la République, en France, de faire avancer des dossiers dans des secteurs qu'il est censé contrôler. Je déplore cette déperdition politique et suis favorable à plus d'ordre et de sécurité. Nous devons assister à un retour de l'Etat, avec de vraies capacités. L'Etat doit contrôler ses hauts fonctionnaires, ses cadres, sa culture. Les prises de position, de plus en plus nombreuses, du Conseil Constitutionnel, sont la preuve de ces lacunes. Une reconstruction des appareils d'Etat est indispensable.

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

« L'ARMÉE DE L'AIR : ROLE, TRANSFORMATION, ENJEUX ET PERSPECTIVES »

Avec le Général d'armée aérienne Jean-Paul Palomeros,
Chef d'État-major de l'Armée de l'air

Le mercredi 19 avril, dans les salons du Sénat, Géostratégies 2000 a reçu le Général d'Armée Aérienne Jean-Paul Palomeros, Chef d'État-major de l'Armée de l'Air, venu nous présenter le nouveau visage de l'Armée de l'Air. Direct et rigoureux, le Général Palomeros, qui n'a pas caché les difficultés rencontrées par la modernisation en cours, s'est voulu optimiste et confiant. L'Armée de l'Air sera à la hauteur des enjeux et des perspectives de cette première moitié de XXI^{ème} siècle.

L'Armée de l'Air est engagée dans une profonde réforme et elle a besoin de la compréhension, du soutien moral et actif de nos concitoyens, prévient d'emblée le Général Palomeros, avant de rappeler que le XX^{ème} siècle a apporté la puissance aérienne dans le monde. Les avancées technologiques sont toujours plus sophistiquées, nos industries de plus en plus performantes. L'Armée de l'Air peut atteindre tous les points du globe de plus en plus rapidement, s'engager et se désengager à la même vitesse. C'est un outil politique de premier ordre, un instrument de souveraineté et de gestion des crises. Son rayon d'action, ses champs d'intervention sont de plus en plus étendus. Au service de la volonté du pays (manœuvres d'intimidation, frappes), elle mène également des missions de surveillance, d'acheminement des troupes (comme en Haïti), d'évacuation sanitaire.

PROFESSIONALISME ET POLYVALENCE

Nous nous trouvons actuellement dans une situation paradoxale, souligne le Général Palomeros. Notre armée qui est l'une des meilleures du monde (avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël) se heurte à des difficultés de coûts et de délais, liées à sa modernisation. Forte de 60 000 hommes, 300 avions de combat, 100 avions de transport, 100 hélicoptères, elle dispose de 30 bases aériennes et s'est

illustrée aux Balkans, dans le Golfe et en Afghanistan. Elle est garante de la souveraineté aérienne du pays, gère les 7 satellites au-dessus de nos têtes et est en mesure d'identifier les 13 000 survols quotidiens du territoire. Chaque année, 1500 avions ou hélicoptères en alerte décollent. Pour se porter au secours de populations en détresse (comme lors de la tempête Xynthia) ou lutter contre l'instabilité internationale. En ce moment, 3500 hommes et 80 avions sont déployés dans le monde, souvent aux côtés des Américains et des Britanniques, témoigne le Général Palomeros. Ils peuvent effectuer des missions à très longue distance sur Rafale, avec missiles de croisière, commander des coalitions, mettre en œuvre des drones, des opérations de déploiement avec ravitailleurs, apporter leur pierre à la reconstruction des pays, des infrastructures aéronautiques (au Tadjikistan, à Sarajevo, Kaboul). La polyvalence est l'une des grandes spécificités de notre Armée de l'Air. Toutefois, sa fonction stratégique majeure reste la dissuasion nucléaire, lancée en 1965. Notre composante aéroportée joue un rôle déterminant et nous avons le devoir de l'entretenir et de la faire évoluer positivement. Nous renouvelons nos capacités avec le Mirage 2000N (depuis octobre 2009) et bientôt le Rafale, qui sera en mesure d'emporter l'arme nucléaire. Nous ne devons pas nous laisser impressionner par les effets d'annonce des Américains et des Russes. Certes, ils ont réduit leur stock de têtes nucléaires, mais les chiffres sont trompeurs. Les Etats-Unis possèdent encore 9000 têtes, dont 5000 en première ligne, et les Russes 12 000, dont 7000 en première ligne. La disproportion est encore énorme avec la France, qui a réduit d'un tiers ses capacités, et ne détient plus que 300 têtes.

S'ADAPTER POUR MIEUX FAIRE FACE

Pour relever les défis du XXIème siècle, l'Armée de l'Air a diminué de 25% ses effectifs, d'un tiers son aviation de chasse et dix nouvelles bases ont encore été fermées, reconnaît le Général Palomeros. Mais le prix de cette modernisation doit être suivi d'effets, il faut gérer le présent en préparant l'avenir. Notre flotte vieillit. Le Transall a 45 ans, le ravitailleur 50 ans, et en attendant l'arrivée du A400M, qui est un très bon avion de transport, les déficits de capacité s'accumulent. Pour la chasse, le Rafale est excellent, il est doté d'un système d'armes complet. Il maîtrise aussi bien les attaques au sol que la reconnaissance ou la défense aérienne. Seul son coût pose problème, car il n'est pas produit à grande échelle. Il y a aussi la question des drones, ces avions pilotés à distance et reliés aux troupes au sol, qui est cruciale. La France en a développé trois, qui volent 24h/24 en Afghanistan, à plusieurs milliers de kilomètres. Pour l'heure, seuls les Etats-Unis et Israël en produisent, les Britanniques en achètent aux Américains. La France devra prendre une décision, car les drones se révéleront incontournables dans les années futures. L'industrie aéronautique et spatiale constitue aussi un enjeu de taille. Notre Armée de l'Air est étroitement dépendante du potentiel industriel. L'une de ses missions est le soutien à l'export, elle doit faire la preuve à l'étranger de nos performances de haut niveau. Elle vend de la réalité. Toutefois, concède le Général Palomeros, ma plus grande préoccupation concerne les ressources humaines. Notre armée est motivée, compétente, solidaire. Elle doit être soutenue, car ses troupes sont prêtes à s'engager et à risquer leur vie pour la paix et la sécurité du pays.

L'intervention du Général Palomeros s'est poursuivie, comme à l'accoutumée, par un débat animé par le Président de Géostratégies 2000, Raymond Douyère, et a donné lieu à des échanges passionnants.

Préfet Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en Service Extraordinaire) : Vous avez utilisé le mot « interarmées ». Cette logique a-t-elle atteint son point d'équilibre ? Et qu'a-t-elle apporté ?

Je suis très acquis à cette cause. Présent en Bosnie en 1995, j'ai été convaincu de son efficacité et des synergies qu'elle engendrait. Cela fonctionne, malgré la contrainte des ressources. Certes limitée, elle repose sur des piliers. Il y a des points de jointure pour les hélicoptères, car l'Armée de l'Air souffre d'un déficit. Nous développons des complémentarités entre l'Aéronavale et l'Armée de l'Air, pour mieux exploiter le Rafale. A Saint-Dizier, une formation commune pour le Rafale va être mise en place. Il faut encore améliorer les systèmes d'information, mais ne jamais oublier les identités propres du marin ou de l'aviateur. Autre exemple, l'Afghanistan, où l'Armée de l'Air sert de soutien aux

troupes terrestres. **Xavier de Villepin (ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées au Sénat)** : *Concernant les drones, l'Armée de l'Air partage-t-elle le pouvoir de modernisation avec l'Armée de Terre ? La France a-t-elle les moyens techniques de participer aux projets anti-missiles ou sera-t-elle tributaire de ses Alliés ?*

L'Armée de Terre a toujours mis en œuvre des drones tactiques, proches du terrain et des hommes. Pour l'Armée de l'Air, cette démarche est plus récente. Il y a douze ans, nous avons anticipé et avons une certaine avance dans l'acquisition des drones, mais aujourd'hui, nous avons pris du retard. Soit, nous faisons notre marché auprès des Américains ou des Israéliens, soit nous développons un programme européen. Cette seconde option serait plus ambitieuse, mais plus porteuse. Mais, est-ce réalisable ? En Afghanistan, les drones sont extrêmement utiles, nous n'avons pas le droit de voir cette capacité s'éteindre par faute d'outils. Nous devons en faire une priorité interarmées, et à l'avenir, ils devraient être armés, ce qui n'est pas le cas actuellement. Il est difficile d'avoir un système global et complet anti-missile, qui consiste à détecter, suivre et contrôler le système. Nous avons un dispositif sol/air, quelques moyens d'alerte satellitaire. Il nous manque les radars longue portée et l'adaptation de notre système de commandement. Les Américains et les Israéliens ont acquis la capacité nécessaire pour les missiles à portée plus longue. Nous aurons du mal à rattraper notre retard, mais est-ce vital ?

Christian Fournier (Directory IIM) : *Le Rafale a été conçu, il y a vingt cinq ans. Y a-t-il en préparation un autre avion de combat pour lui succéder ?*

Depuis que « Le Rafale » est opérationnel, les travaux n'ont jamais cessé. Le Rafale a équipé la Marine, en remplacement des Crusader, à la fin des années 90. Le Rafale F3, très adapté aux conflits modernes, est entré en service cette année. En fait, l'avenir du Rafale, c'est le Rafale, car il a un grand potentiel de croissance et d'évolution, système d'armes compris. Aucune réflexion n'est engagée sur un futur avion de combat. Nous ne pouvons plus faire cavalier seul et les autres Européens semblent préférer la voie américaine. Pour ce qui est des drones de combat, nous en sommes encore à la phase initiale, à l'heure des projets.

Jean-Marc Sarrailh (Président Aconiter) : *Quels ont les moyens mis en œuvre pour assurer la maintenance des transporteurs afin de pallier les retards de l'A400M ? Que pensez-vous du partenariat stratégique signé par les Etats-Unis et le Brésil en début de semaine ?*

C'est un vrai défi, car nous avons misé sur la réussite en temps et en heure du programme. L'A400M est un avion très intéressant, car il allie projection très rapide à longue distance et missions tactiques. Il est polyvalent et répond parfaitement aux besoins des Européens. C'est le mode de construction qui a posé problème. Les industriels assurent la maîtrise de l'ouvrage, mais il est très difficile de concevoir un avion militaire à partir d'un avion civil. Ce qui explique le retard. L'A400M aurait été 3 à 4 fois plus performant à Haïti qu'un C130. C'est un exemple de compromis tactique et stratégique. Lorsque « Le Rafale » s'est retrouvé en compétition avec le F15 à Singapour, il était très bien placé, mais les Américains ont réussi in extremis à signer un accord de coopération stratégique et ont pesé sur le choix en faveur du F15. Il faut espérer que cela ne se reproduira pas avec le Brésil. Ce pays semble dans une logique de développement autonome et ne devrait donc pas opter pour une étroite association avec les Américains. Mais, c'est un pari de ma part.

Richard Gascoïn (Directeur export Thales) : *Face à l'offensive commerciale américaine (F35, accords de défense avec la Pologne, la Roumanie...), comment sauvegarder les industries européennes aéronautiques et d'électronique de défense ?*

Nous devons miser sur nos pôles d'excellence. En 2000, nous avons modernisé notre industrie. British Aerospace est un fleuron de l'industrie aéronautique, très bien implanté aux Etats-Unis. Le civil et le militaire doivent continuer à s'alimenter l'un l'autre. Nous devons nous méfier et ne pas trop ouvrir le

marché européen aux autres concurrents. Les ravitailleurs d'EADS, que viennent de rejeter les Etats-Unis, étaient choisis par l'Armée de l'Air américaine. Ils étaient les meilleurs, car ils s'appuyaient sur l'A330. D'ailleurs, les Australiens et les Britanniques les ont choisis. Pour l'emporter aux Etats-Unis, EADS doit trouver un champion américain sur la place qui l'introduise, mais c'est complexe, car ce marché ne nous est pas ouvert. Quant aux transferts de technologie, il y a toujours une limite à ne pas dépasser. Il faut exporter, mais réduire les risques. Nous devons préparer le futur en nous appuyant sur nos compétences.

Martin Boyer : *La fonction « garde-côtes » de la Marine Nationale semble connaître de grandes défaillances, avec les échouages de « boat people ». L'Armée de l'Air pourrait-elle prêter son concours ?*

Grâce aux Awacs, nous avons des moyens d'identification et de soutien. Nous les avons utilisés aux Antilles contre les trafiquants de drogue. Reste à définir les priorités.

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) : *Pouvez-vous préciser comment nos avions distinguent les paysans et les talibans ? Qu'en est-il de la composante aéroportée de la force de frappe ?*

Les paysans et les talibans sont très différents et nous nous appuyons sur la précision des capteurs. Les nôtres sont un peu en retard par rapport à ceux des Américains et des Israéliens. Les boucles entre les forces du sol et de l'air, qui se font quasiment en temps réel, doivent être encore plus réactives. Désormais, le jugement de l'homme est aidé par celui de la technologie. La composante aéroportée sous-marine a été réduite, nous ne sommes pas loin du seuil de suffisance.

Malika Sorel-Sutter (Membre du Conseil d'Administration de Géostratégies 2000) : *Selon une enquête d'opinion, d'il y a environ un mois, les Français semblaient favorables à une diminution drastique du budget de la Défense. Comment faire pour inverser la tendance ?*

Ceci démontre toute l'importance du dialogue et de la communication, que l'on doit établir avec le pays. Nous devons nous présenter tels que nous sommes, motivés, compétents, solidaires. Les euros investis sont utiles, la Défense est porteuse d'emplois, de nouvelles technologies. Il est primordial que la France puisse faire entendre sa voix dans le monde, et pour atteindre cet objectif, elle doit disposer des moyens nécessaires.

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

« LE LIVRE BLANC, 2 ANS APRES SA PARUTION : OU EN EST L'ARMEE FRANCAISE ? »

Louis Gautier, Conseiller Maître à la Cour des Comptes »

Géostratégies 2000 a organisé un petit-déjeuner, le 19 mai, dans les salons du Sénat, autour de Louis Gautier, Conseiller Maître à la Cour des Comptes. Cet ancien collaborateur de Lionel Jospin à Matignon pour les questions stratégiques et de défense, était invité à dresser un premier bilan du Livre Blanc, paru en 2008. Très critique à son égard, il a rejeté une grande partie des orientations retenues, s'est montré sceptique quant à la pertinence du retour dans l'OTAN et a déploré le manque de conviction européenne en matière de Défense. Il a également regretté le manque de visibilité de la dissuasion nucléaire française et a appelé de ses vœux une plus grande transparence dans les domaines budgétaire et institutionnel.

Deux ans après sa rédaction, le Livre Blanc éclaire d'une lumière un peu fade l'avenir qu'il est censé décrypter, lance un brin polémique Louis Gautier. Il a sous-estimé les facteurs environnementaux ainsi que les contraintes externes, qui aggravées du fait de la crise, ont mis à mal les finances publiques. Le Livre Blanc 2008 correspond plus à la fin d'un cycle qu'à un rebond. Il clôture en fait vingt ans de réformes post guerre froide. Certes, concède-t-il, il a poussé à des arbitrages et n'a pas manqué de points de vue, mais il est très délicat de fixer une doctrine franco-française, alors que toute notre politique de Défense repose sur une logique d'interdépendance et d'intégration (avec l'OTAN et l'Union Européenne). Elle en est même parfois l'otage. Opter pour un parti pris sécuritaire a été une erreur. Cela a polarisé notre pensée stratégique sur l'idée de vulnérabilité, et l'a empêchée de se développer dans d'autres domaines. Le retour dans l'OTAN, qui devait renforcer l'influence de la France, n'est en fait que la normalisation d'une situation. Cela n'a pas accru notre rôle, nous n'arrivons pas avec un projet spécifique. De toute manière, relève Louis Gautier, l'OTAN s'essouffle. Son premier but, qui était d'assurer la paix et la stabilité en Europe, est accompli, le processus d'élargissement au sein de l'Union Européenne terminé. Les Américains commencent à se désengager, le lien atlantique n'est plus la priorité dans le contexte actuel. Il est difficile de prédire l'avenir de l'OTAN, de justifier sa mission. Alors qu'elle a fait la preuve de son efficacité dans les Balkans et au Kosovo, elle se heurte à de nombreux obstacles opérationnels en Afghanistan. La question qui se pose est de savoir si les Européens peuvent réellement s'assumer comme acteurs stratégiques au-delà de la périphérie de leur continent.

DÉCEPTION EUROPEENNE

L'Europe de la Défense est relativement décevante. Les élargissements n'ont pas engendré une plus grande intégration, et on ne peut que déplorer toute absence de volonté politique collective. En 2008, la France a présidé l'Union Européenne. Elle a obtenu un succès diplomatique avec la résolution du conflit entre la Russie et la Géorgie, mais ce n'est qu'une façade, souligne Louis Gautier. Aucune promesse, notamment le renforcement de l'Agence Européenne de Défense, n'a été tenue. On observe, au contraire, un repli vers des positions nationales. La création d'une armée européenne obligerait les Européens à réduire leurs capacités nationales. Sont-ils prêts à cette éventualité ? Il faudrait jouer la logique de la spécialisation (France, Espagne, Italie, Grèce en Méditerranée ; Allemagne, Grande-Bretagne, Pays Scandinaves et Bénélux autour de la Manche et de la Mer du Nord). Accepter une mutualisation des moyens. Mais, l'Europe veut-elle vraiment s'imposer comme acteur stratégique de plein exercice ? Tout ceci reste utopique, si on ne parvient pas à surmonter les réticences d'ordre politique.

ADAPTER LA DISSUASION NUCLÉAIRE

Le Livre Blanc insistait aussi beaucoup sur la prolifération nucléaire, grande menace du XXIème siècle. La France, qui a ramené ses têtes nucléaires à 300, mène une politique de dissuasion nucléaire et a pris des positions très nettes face à l'Iran. Mais, parallèlement, elle semble avoir oublié la logique du désarmement et se trouve prise à contre-pied par les Américains et les Britanniques, qui, eux, affirment leur volonté de désarmer. Ceci est peut-être hypocrite, mais en tout cas, politique de non prolifération et désarmement vont de pair, affirme Louis Gautier. Nous avons eu tort de ne pas tirer profit de notre désarmement, accompli depuis plus de vingt ans. La pression s'exerce désormais sur nous. Face à l'Iran, nous n'avons pas les moyens de notre politique. Le désarmement vaut pour tous, même pour une puissance nucléaire. Alors que la Guerre Froide n'est plus qu'un lointain souvenir, comment conjuguer, au sein de l'Europe, intégration de la défense conventionnelle et séparation de la dissuasion nucléaire ? Jusqu'à présent, nos partenaires ont accepté ce paradoxe. Toutefois, la France risque d'être un îlot nucléarisé au sein d'une Europe dénucléarisée. Le vrai problème n'est pas le retrait de nos armes nucléaires (comme le réclament les Allemands), mais celui de leur changement et de leur modernisation. Or, ceci sous-entend un effort énorme au niveau des nouvelles technologies, qui ne peut être réalisé par la France seule. Elle doit les développer avec d'autres Européens, il en va de la crédibilité de la France et de sa panoplie nucléaire. La doctrine nucléaire a évolué, la dissuasion graduée n'est plus à l'ordre du jour, la frappe nucléaire devient le dernier recours. Mais, tout ceci ne doit pas freiner les Européens. Ils hésitent à investir dans la dimension spatiale, pourtant hautement stratégique, achètent leurs équipements anti-missile aux Américains. D'où un risque de perte totale d'autonomie !

UNE POLITIQUE PLUS TRANSPARENTE

Concernant les interventions extérieures, le Livre Blanc précisait que la France n'avait pas vocation à intervenir partout dans le monde et devait se recentrer géographiquement. La nouvelle implantation à Abu Dhabi semble aller à l'encontre de ces restrictions, ironise Louis Gautier, qui se montre tout aussi critique pour ce qui est de la réforme du modèle. Le but était de réduire les capacités pour retrouver plus d'aise et de souplesse. Malheureusement, il a fallu faire face à des dépenses imprévues (600 millions d'euros pour le retour dans l'OTAN ; 700 à 800 millions annuels pour les interventions extérieures). La restructuration s'avère plus longue et plus coûteuse qu'espéré, et le budget, revu à la baisse par rapport à 2009, semble dans une impasse. Le Plan de relance a désorganisé les priorités militaires, nous entrons véritablement dans une période de « vaches maigres ». Enfin, s'interroge Louis Gauthier, va-t-on vers des modifications du schéma décisionnel, qui impliqueraient le gouvernement et la Présidence de la République ? Comment concilier la division des responsabilités entre pouvoir civil et autorités militaires ? Contrairement aux promesses de démocratisation, le Parlement n'exerce pas une réelle fonction de contrôle. Cela est impossible, du fait de l'article 35 de la Constitution. Il se montre toujours frileux, ne demande pas de commissions d'enquête. Il ne peut trancher dans le vif, un délai de quatre mois étant nécessaire pour qu'il puisse se prononcer. De même, lorsqu'il a autorisé la prolongation d'une intervention, celle-ci est définitive. Tant que ce problème institutionnel ne sera pas tranché, tout progrès restera illusoire, insiste Louis Gautier, qui porte également un regard sévère sur le processus de modernisation des Armées. On ne peut avoir une armée professionnelle qui continue à vivre comme par le passé, il faut l'écouter, faire preuve de moins de raideur. Certes, le droit de réserve s'impose, mais les militaires doivent être associés à l'évolution de leur propre métier, à la manière dont ils conçoivent leurs équipements. Nous devons accepter des plages de liberté d'expression, conclut-il.

L'exposé de Louis Gautier, volontiers provocateur, a suscité de nombreuses réactions et a donné lieu à un débat très intéressant, animé comme à l'accoutumée par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.

Général Pierre Warmé (Conférencier) et François-Xavier Martin (Président de Crédit X Mines, Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : Le désarmement militaire unilatéral français

n'a-t-il pas été opéré trop tôt ? Quel est l'intérêt de la modernisation (coûteuse) de la dissuasion française ? Vis-à-vis des puissances majeures et de pays tels que l'Iran ?

Pendant la Guerre Froide, la France refusait les enceintes multilatérales de désarmement. Depuis, elle a normalisé sa position et a ratifié le Traité de Non Prolifération. La dissuasion nucléaire a une légitimité politique, également au regard du droit international. La France devait continuer de jouer un rôle dans les enceintes internationales, elle serait devenue une sorte de « gardien du temple ». Or, la France a dénoncé la contradiction entre le désarmement (monde virtuel) et la dissuasion (monde réel). Troisième puissance nucléaire, la France continue de se moderniser avec le couple sous-marin nouvelle génération/missile M51 et les Rafale. Leur durée de vie étant prévue jusqu'en 2030, il faut déjà penser aux nouveaux choix. Quand va-t-on décider des programmes de modernisation ? Les Britanniques ont accepté de « laisser mourir », leurs options sont plus faciles, puisque désormais leurs technologies et leurs équipements sont tous américains. Notre dissuasion nucléaire est absolument autonome, mais sa crédibilité est aussi liée à une forte conviction politique. Elle dépend donc des choix futurs qui seront lourds de conséquences et qui devront prendre en compte un environnement en mutation.

Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat) : *Le Livre Blanc a eu l'originalité d'établir un rapport entre sécurité intérieure et défense extérieure. Est-ce positif ? Selon un rapport de Madeleine Albright, les états-majors seraient trop nombreux à l'OTAN. Est-ce seulement des rumeurs ? Comment voyez-vous l'avenir de la guerre ? Les menaces à l'horizon ? Comment pouvons-nous protéger notre civilisation ? Les deux guerres en Irak et en Afghanistan ont coûté 1000 milliards en 9 ans. Comment les financer ?*

Ce lien entre sécurité intérieure et défense extérieure a généré trop d'angoisses. Il est logique d'effacer les frontières d'un point de vue instrumental, pour le terrorisme et l'immigration clandestine, par exemple. Mais, je crains la contamination des problèmes militaires par la sécurité intérieure. La force militaire n'agit pas comme une sanction, une répression. Elle intervient à la suite d'une réflexion stratégique. Elle n'a pas vocation à réprimer toutes les violences du monde. Ce lien est logique au plan instrumental, mais c'est une erreur en termes de gestion politique du risque. Pour ce qui est de l'OTAN, on peut le qualifier de « diplomodocus ». On peut supprimer certains postes, mais le problème n'est pas là. Pourquoi décider d'envoyer 1000 officiers français, si on trouve cette organisation trop pléthorique ? Nos états-majors ont besoin de ces officiers, nous n'aurons plus une pensée autonome, nous perdrons notre faculté de critiquer. Nos officiers rédigeront leurs rapports, non plus pour leur hiérarchie nationale, mais pour l'OTAN. Notre volonté de garder nos propres capacités de planification et de commandement est-elle compatible avec notre intégration dans l'OTAN ? Tout ceci reste très ambigu, tout comme le poids des Européens au sein de l'organisation. Y aura-t-il un plus grand équilibre, en leur faveur ? Les Britanniques ne sont pas confrontés au même dilemme, puisqu'ils n'ont jamais envisagé une approche stratégique différente de celle des Américains. Concernant l'avenir de la guerre, il faut intégrer une nouvelle dimension, celle de la militarisation des espaces (air et fonds marins). Il y a beaucoup de pressions pour remettre en cause la neutralisation de certains espaces. La dissémination technologique doit également être prise en compte. Le *low cost* va faire son apparition, les missiles portables vont se développer, ils seront disponibles, à faible coût. Ces techniques vont s'exporter, ce qui compliquera la donne, il y aura moins de différentiels technologiques entre Etats.

Général Bernard Durieux : *Après cette charge sévère contre le Livre Blanc, que proposez-vous ?*

Jean-Louis Pierrel (Responsable Relations Universitaires – IBM France. Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : *Après ce diagnostic sans complaisance, quelles sont vos recommandations pour les deux, trois prochains exercices ?*

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) : *Qu'auriez-vous fait pour ouvrir le débat sur le Livre Blanc : au sein des forces armées, avec les experts, au Parlement, dans l'opinion française ?*

Le Livre Blanc a eu le mérite de recourir à des arbitrages. Mais il reste décevant, car il ne se projette pas dans l'avenir. Nos choix ne sont plus purement nationaux, ce qui les fragilise. Quel est notre horizon ? Une intégration politique européenne, une défense commune ? En restant dans l'OTAN, on élucide la question pour le moment. Le refus français de participer à la guerre en Irak a posé problème, non pas vis-à-vis des Américains, mais par rapport au ressenti des autres Européens. On ne peut plus rester dans cette ambiguïté. L'intégration européenne apparaît comme la solution logique, mais ce projet manque encore trop de clarté. Nous aurions dû avoir l'audace de publier un Livre Blanc Européen ! Je crois à la dissuasion nucléaire. Toutefois, le couplage transatlantique n'est plus uniquement nucléaire. Il y a le bouclier anti-missile. Doit-on l'intégrer ou non ? Il y a également la question industrielle. Doit-on être davantage coopératif avec l'industrie américaine ou doit-on consolider notre industrie nationale ? Est-ce que l'on veut encore poursuivre l'aventure européenne, comme avec EADS ? Mais, cela suppose des sacrifices, une amélioration des relations franco-allemandes. Cette restructuration ne se fera pas toujours à notre avantage. Quelles seraient mes propositions ? Choisir la voie où les intérêts de la France « tangentent » avec ceux de l'Europe. Garder notre spécificité en matière nucléaire, nos moyens de commandement, nos équipements stratégiques prédominants. J'essaierai d'être plus sélectif sur les opérations extérieures. Il ne faut pas s'engager, lorsqu'on ne peut pas peser sur les décisions, comme c'est le cas en Afghanistan. L'enlisement de l'Occident dans ce conflit arrange beaucoup de monde. Nous n'avons pas d'autre issue que le retrait. Ce combat ne se gagnera pas militairement, mais politiquement. Sur le plan financier, il faut arrêter de jouer avec les apparences et se montrer rigoureux dans la gestion. Il faut arrêter les mystifications budgétaires. Tout cela génère des difficultés pour les militaires, qui, depuis plus de vingt ans, vont de plans de reclassement en plans de modernisation...

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

« LA LIBYE DE KADHAFI : 40 ANS DE REVOLUTION »
Avec Son Excellence M. François Gouyette
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Libye.

Le mercredi 16 juin, Géostratégies 2000 accueillait, dans les salons du Sénat, Son Excellence François Gouyette, Ambassadeur de France en Libye. Venu dresser un bilan des quarante ans d'exercice du Colonel Kadhafi comme « Guide suprême de la Révolution », François Gouyette s'est interrogé sur l'évolution réelle du pays. Il s'est félicité des gestes d'ouverture, sur un plan diplomatique et économique, mais n'a pas caché son scepticisme quant à une réelle et globale normalisation. Selon lui, le Colonel Kadhafi reste un « électron libre », très flatté actuellement d'être autant courtoisé par les Européens.

Le colonel Kadhafi, qui a célébré en 2009 et en grande pompe, le quarantième anniversaire de sa prise de pouvoir en Libye, préside aux destinées d'un régime qui n'est aucunement menacé, reconnaît Son Excellence François Gouyette. Il dispose d'une forte marge de manœuvre, grâce à des fondamentaux comme la rente du pétrole et la loyauté des appareils de sécurité. Il bénéficie également d'un

compromis tacite entre les différentes tribus dans la répartition du pouvoir économique et politique. Il n'y a pas d'opposition organisée, y compris dans les milieux islamistes, et la mouvance fondamentaliste a fait l'objet d'une manœuvre de neutralisation. Sous l'impulsion de l'un de ses fils, et à la faveur de l'ouverture relative du pays, le retour des exilés a été encouragé. Limitée à la région Est, le berceau de la monarchie et de l'ancien roi Idriss, ainsi qu'à la minorité Toubou dans le désert, la contestation populaire est insignifiante, même si des voix se sont élevées pour critiquer la hausse de l'inflation et la destruction brutale de quartiers de Tripoli, étape nécessaire à la réalisation d'un grand projet urbain. Le niveau de vie global est élevé, le PIB par habitant s'élève à plus de 10 000 dollars, ce qui écarte tout danger social.

APAISEMENT ET PROVOCATIONS

Le colonel Kadhafi, qui s'est auto proclamé « Guide de la Révolution », a mis en place un cadre institutionnel particulier, explique François Gouyette. Si, officiellement, les masses dirigent la Libye, ce sont en fait les Comités Révolutionnaires qui structurent le pays. Dans son « Livre Vert », où il expose la « troisième théorie universelle », à la fois anticapitaliste et antimarxiste, il se présente comme un modèle de démocratie. En fait, tempère François Gouyette, il tire sa légitimité de sa lutte passée contre l'impérialisme. Il rappelle, par exemple, de manière récurrente l'évacuation des bases américaines et britanniques en 1971. Et surtout, il peut s'appuyer sur un appareil de communication étatisé, pour la promotion de son système. Il entretient une Révolution permanente, grâce à des annonces spectaculaires, comme en mars 2008, la suppression des ministères et le gel de tout processus de décision. Cela entraîne une certaine paralysie. Son statut de commandeur, au centre du système, lui permet ces blocages. Il crée ainsi une sorte d'autocensure. Sur le plan extérieur, la Libye a connu une évolution non négligeable depuis le début des années 2000. Les lourds contentieux internationaux, comme les attentats de Lockerbie, d'UTA, ou encore d'une discothèque fréquentée par des soldats américains, ont été réglés grâce à de fortes indemnités financières. En 2003, l'annonce de la renonciation aux armes de destruction massive permet de lever les sanctions internationales. A partir de 2004, tous les chefs d'Etat européens défilent à Tripoli et cela remet Kadhafi sur le devant de la scène. Il est à nouveau courtisé, 2009 apparaît comme l'année de la consécration : il est nommé à la tête de l'Union Africaine, la Libye ayant pris la présidence du Conseil de Sécurité des Nations Unies, représentée par l'ancien ambassadeur de Libye aux Nations Unies Ali Treki, le Colonel Kadhafi attaque le Conseil lors de son discours à l'Assemblée générale de l'ONU. Il est également élu au Conseil des Droits de l'Homme, ce qui ne va pas sans susciter de nombreux remous, même si, comme le remarque François Gouyette, cette désignation est quasi-automatique et obéit à des règles géographiques. Cependant, le Colonel reste imprévisible et des incidents jalonnent les relations diplomatiques. Notamment avec la Suisse, à la suite de l'arrestation musclée de l'un de ses fils, par le Raid, dans un hôtel de Genève, après la plainte de femmes de service. Kadhafi prend cela comme une offense personnelle, emprisonne un Suisse (qui sera libéré deux ans plus tard) et accuse la République Helvétique d'être un Etat mafieux, qui doit absolument être démembré. Il prend aussi en otage les relations avec l'Europe, refusant tout visa aux ressortissants de Schengen.

DES SIGNAUX BROUILLES

Ses fils tiennent un rôle important. L'aîné s'intéresse au monde des affaires, et notamment aux Télécoms, tandis que le cadet prône l'ouverture. Il plaide en faveur d'une Constitution (ce qui ouvrirait une brèche dans le dogme) et d'une réforme du Code Pénal. Toutefois, la « Vieille Garde » résiste, souligne François Gouyette, et le Commandeur garde toujours la haute main sur l'ensemble du système, il reste plus que jamais le décideur principal. Au niveau économique, on assiste à une opération séduction en direction des entreprises étrangères. Des négociations sont en cours pour adhérer à l'OMC. Un accord cadre avec l'Union Européenne est également envisagé, mais pas à n'importe quel prix. Kadhafi soutient uniquement un projet d'Union de la Méditerranée, réservé aux riverains, comme l'avait proposé Nicolas Sarkozy au départ. Mais, l'évolution, sous l'influence de l'Allemagne, vers un élargissement à tous les pays du Proche Orient et d'Europe, lui déplaît et il s'y est donc opposé. Cependant, de part et d'autre, la volonté d'aboutir pourrait l'emporter. Puissance

financière disposant de liquidités très abondantes (145 milliards de dollars) et de fonds d'investissements très actifs, La Libye n'a toutefois pas encore achevé la « sécurisation » du climat des affaires, déplore François Gouyette. Par exemple, pour se rendre à une Assemblée Générale des Nations Unies, Kadhafi a voulu faire escale au Canada. Le pays a signifié qu'il l'accueillerait avec une note de contestation. Piqué au vif, le Colonel a modifié son trajet et a déclenché des mesures de représailles économiques contre cet Etat. On assiste aussi à des résurgences de nationalisme. Les filiales de sociétés étrangères ont l'obligation de recruter un directeur général libyen. Or, il est très compliqué de trouver des cadres qualifiés, parlant l'anglais, vu que pendant plus de vingt ans, l'apprentissage des langues étrangères a été interdit... Par bien des aspects, la Libye peut être encore considérée comme un pays singulier, conclut François Gouyette. Sa tradition historique, différente de celle de ses voisins du Proche Orient, la pousse à s'intéresser à l'Afrique. Kadhafi se veut le héros de l'Unité africaine, mais ses succès restent très mitigés...

Comme à l'accoutumée, l'intervention de François Gouyette a été suivie d'un débat passionné, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000

Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, Défense et Forces Armées du Sénat) : Quelles sont les relations de la Libye avec l'Iran, d'une part, et la Turquie ?

Avec l'Iran, les relations sont compliquées. Surtout depuis la disparition de l'Emir Sadr, le chef de la communauté chiite libanaise, en 1978. Les Iraniens ne peuvent rester indifférents face à cette provocation. Plus généralement, Kadhafi reste assez discret sur la question iranienne, il est assez méfiant et reste hostile à tout embargo de principe. Avec la Turquie, les rapports se sont réchauffés. De plus en plus de turcs s'installent en Libye. Kadhafi a plutôt vu d'un bon œil les efforts de la Tunisie et du Brésil, pour atténuer les tensions avec l'Iran.

Luc Debievre (Consultant bancaire international) : L'équilibre entre les tribus est-il menacé ? Quid de la disparition de l'Emir Sadr ?

Les membres de la tribu de Kadhafi, et ses alliés, occupent tous des postes de responsabilité. Il y a une volonté de préserver les acquis. La vigilance est de mise, quant à une éventuelle succession, même si elle n'est pas à l'ordre du jour. Quant à l'Emir Sadr, il reste une épine dans les relations avec le Liban. La justice libanaise a lancé un mandat d'arrêt international, pour tenter d'aboutir.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) ; Marie-Louise Guendafa (Coordi-natrice des actions de partenariat Lycée Jacques Feyder-Epinay sur Seine) : Quelles relations la Libye entretient-elle avec ses voisins proches comme la Tunisie et l'Egypte et avec l'Afrique ? Est-elle un Etat Africain ou Arabe ?

A la fin des années 1990, la Libye se tourne davantage vers l'Afrique, en raison de déconvenues avec les pays arabes. Mais, elle doit faire face à des résistances souverainistes, de la part notamment de l'Afrique du Sud, qui rejette toute idée de second mandat de la Libye à la tête de l'UEA. En fait, la Libye est surtout proche des pays du Sahel, elle y mène des actions de politique économique, elle finance des projets. La Libye préside actuellement la Ligue Arabe, elle y montre moins d'ardeur qu'avec l'UEA. Les relations sont exécrables avec l'Arabie Saoudite, car Kadhafi est soupçonné d'avoir voulu tuer le roi. En revanche, elles sont bonnes avec le Qatar, la Syrie et la Tunisie. Beaucoup de Libyens vont s'y faire soigner. Avec l'Egypte, c'est plus mitigé. Moubarak essaie de gérer Kadhafi, qui dénonce l'Egypte comme un exemple de soumission aux USA. Il a été formaté à la fin des années 60, il se considère comme le fils spirituel de Nasser, il restera toujours mû par cette vision du monde, nationaliste, anti impérialiste et anti sioniste. Son activisme en Afrique s'explique aussi par sa volonté de stabiliser tout l'environnement sahélien, un territoire dangereux, qui peut menacer la Libye avec le terrorisme islamiste d'Al Quaïda.

Mme Lamoum : *En quoi la Libye se différencie-t-elle de la Tunisie en tant que République ?*

Il n'y a pas vraiment une République en Libye. Ces deux pays partagent une présence ottomane commune.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : *Quelles est la situation actuelle des compagnies pétrolières étrangères en Libye ?*

Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire) : *Quel est le rôle de la Libye au sein de l'OPEP ? Quelles perspectives ?*

Au sein de l'OPEP, la Libye ne joue pas au chef de file. Elle prône le respect des quotas, et signe des accords avec tous les grands groupes pétroliers mondiaux. Les perspectives sont importantes. Le pays produit actuellement 1,5 million de barils par jour, loin du niveau d'avant l'embargo de 1992 (3 millions). Il a été levé en 2004, mais il faut du temps pour remettre à niveau les capacités de production. D'ici 2015, 2 millions de barils par jour sont prévus. Toutes les compagnies cherchent à s'implanter, y compris GDF et Suez.

Malika Sorel-Sutter (Ecrivain) : *Pouvez-vous nous parler du comportement des Européens ? Y a-t-il des différences entre les positions de Kadhafi et celles du pouvoir algérien dans les relations diplomatiques avec la France ? Pourriez-vous nous préciser le rôle de la Libye comme plaque tournante de l'immigration illégale ?*

Berlusconi a su s'affirmer comme le partenaire incontournable de la Libye. Sarkozy avait réussi, jusqu'en 2008, grâce à la libération des infirmières bulgares, mais en 2009, le Président italien a repris la main et a signé un Traité d'amitié. Il a baisé la main de Kadhafi, qui voit en lui un ami. L'Italie est le premier partenaire européen (20%). Elle exporte pour 2,5 milliards d'euros et importe 10 milliards. Elle est suivie de l'Allemagne et de la France (750 millions d'exportations grâce au poste Airbus). On assiste à une personnalisation des relations. Aznar est venu plusieurs fois comme avocat conseil pour des sociétés espagnoles. Tony Blair est salarié de l'Etat libyen. Il vient en qualité de représentant de compagnies britanniques, ce qui fait beaucoup jaser... Kadhafi est très courtisé, il se sent comme sur un nuage. Poutine a été le premier chef d'Etat russe à faire le déplacement, en 2008. Il a signé un accord qui efface la dette libyenne militaire. En échange, un contrat de 2,5 milliards d'euros pour construire une ligne de chemin de fer, a été conclu, tout comme des contrats d'armement. Il y a une tradition de coopération militaire entre la Russie et la Lybie. Le nationalisme économique est l'élément qui rassemble la Libye et l'Algérie. Kadhafi et Bouteflika s'entendent bien, les peuples aussi partagent de nombreuses affinités. L'immigration illégale constitue un vrai souci. La Libye est un pays de transit. L'Italie a offert des bateaux pour tenter de stopper les flux. Mais, on est confronté à un mouvement de fond, à une remontée de l'espace sub-saharien vers le Nord. La Lybie veut sécuriser ses frontières, face à ce flux naturel.

Yacine Yousfi (Elève 1ere S - Lycée Louise Michel à Bobigny) : *Quel est l'avenir de la Libye ? Ce pays sera-t-il un jour un Etat de droit ?*

La Libye se trouve à un carrefour, elle gardera toujours un rôle majeur. Ses ressources, ses possibilités économiques et financières sont considérables. Nous devrions assister à une transition très lente, graduelle. Devenir un Etat de droit, c'est une revendication que porte le fils Kadhafi. Mais, tant que son père sera là, il y aura blocage. Aujourd'hui, le peuple voyage librement. On assiste à une certaine ouverture. Les langues étrangères (notamment le français) sont réintroduites. L'opinion va évoluer, influencée par Internet et les chaînes satellites. Au niveau de la condition de la femme, la Libye est un pays traditionaliste, très conservateur. L'immense majorité des Libyennes est voilée. Par rapport à son peuple, Kadhafi se montre plus moderniste, plus progressiste sur ce sujet. Le cap de la réforme et de la libéralisation est fixé, mais seulement à terme...

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)